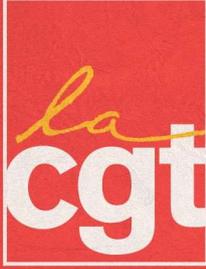


# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

## Halte au massacre du peuple palestinien !

Les marches contre la guerre et en solidarité avec le peuple palestinien, organisées ce 18 novembre partout dans le pays ont rassemblé 100 000 personnes dans les rues, dont 60 000 à Paris. Cette participation massive s'ajoute à celles des 22 octobre, 4 et 11 novembre. Cette mobilisation du monde du travail, de la société civile, des quartiers populaires, de toutes générations est un message fort envoyé au gouvernement français.

L'appel lancé par les associations, les organisations syndicales dont la CGT et les partis politiques a été très largement suivi et il s'inscrit également dans un vaste mouvement international de solidarité avec les populations de Gaza et de Cisjordanie, face à ce que plusieurs experts du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qualifient désormais de « risque de génocide à Gaza ».

En plus des bombardements y compris des hôpitaux, depuis plus d'un mois, des coupures d'eau, d'électricité, de gaz à Gaza par le gouvernement israélien, l'armée continue son offensive terrestre et les civils sont les premières victimes des massacres. Plus de 10 000 personnes sont mortes dont près de la moitié sont des enfants.

Cette politique mortifère empêche clairement et sciemment un processus de paix entre Palestiniens et Israéliens alors que la communauté internationale le réclame. Les actes terroristes du Hamas du 7 octobre ne justifient en rien la punition collective du peuple palestinien. Le cessez-le-feu serait un moyen efficace de créer les conditions de la libération des otages détenus à Gaza.

Le gouvernement français et les institutions internationales doivent exercer toute la pression nécessaire sur le gouvernement israélien pour :

- un cessez-le feu immédiat ;
- l'arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population ;
- la levée immédiate du blocus ;
- la protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie et la pleine reconnaissance de ses droits ;

- le lancement d'un processus de paix, condition de la sécurité des peuples palestinien et israélien.

La CGT a la volonté de maintenir la pression sur le gouvernement en France et de donner la possibilité à tous ceux qui souhaitent la paix de l'exprimer en manifestant librement.

Dans les prochains jours, elle va poursuivre avec détermination la mobilisation, pour qu'enfin une paix juste et durable soit effective dans cette région du monde.

Montreuil, le 21 novembre 2023